



Externalisations et délocalisations : des salariés toujours plus exploités !

Principe général

PSA souhaite externaliser de nombreuses parties d'activités pour se débarrasser de la gestion des productions et du personnel. En sous-traitant, le donneur d'ordre s'accorde la possibilité de renégocier régulièrement les tarifs des prestations. La délocalisation des productions dans des pays à bas coûts salariaux, se fera au détriment des emplois dans les pays du Nord, et permettra à PSA de reverser toujours plus d'argent à ses actionnaires et à ses dirigeants, en exploitant encore plus, d'autres salariés.

Les grandes multinationales comme PSA ont aggravé la concurrence internationale entre salariés sous la pression de leur propre concurrence (c'est à celui qui fera le plus de profits).

Démantèlement de l'usine

La vente par appartements des usines du Groupe PSA est en marche. Tout comme Alstom Belfort, il y a quelques années, PSA va vendre de nombreux secteurs d'activités à des sous-traitants, jetant ainsi ses salariés dans des entreprises où les salaires sont encore plus bas et où les conditions de travail sont encore pires que chez PSA.

En ayant une multitude d'entreprises sur un même site, cela sera plus difficile pour les salariés de s'organiser ensemble, au moment des négociations salariales par exemple, ou sur tout autre sujet. **Pour PSA, c'est donc tout bénéfice.**

Aujourd'hui, on compte déjà : les services de gardiennage, les pompiers, le laboratoire physico-chimique et très bientôt, les dépanneurs informatiques.

Demain : ce sont certaines activités de montage qui vont être sous-traitées à l'intérieur de la ZIF (Zone Industrielle à l'intérieur de l'usine, vendue à PMA), le service EVN est bien parti pour être vendu à GEFCO, et des rumeurs circulent concernant les activités de retouche et de logistique.

Usine au Maroc

PSA va lancer en 2016, la fabrication d'une usine à KENITRA au Maroc. Cette usine qui sera fonctionnelle en 2019 fabriquera des modèles des segments B et C, actuellement fabriqués à Poissy, Mulhouse et Sochaux. Au début, l'usine marocaine fabriquera 90 000 véhicules/an et cette production pourra se porter à **200 000 véhicules, d'ici à 2023.**

La direction souhaite éviter le « buzz médiatique » en assurant qu'il s'agit de fabrications uniquement destinées au marché local.

C'est ce que PSA avait dit à propos de l'usine de Trnava en Slovaquie, aujourd'hui ses productions sont exportées dans toute l'Europe et dans le monde. En Slovaquie, les salariés sont payés 650€ en moyenne/mois et travaillent 6 jours sur 7, chaque semaine ! **Les salariés de Trnava mènent d'ailleurs aujourd'hui, une lutte, entamée depuis plusieurs mois, pour réclamer l'augmentation des salaires.**

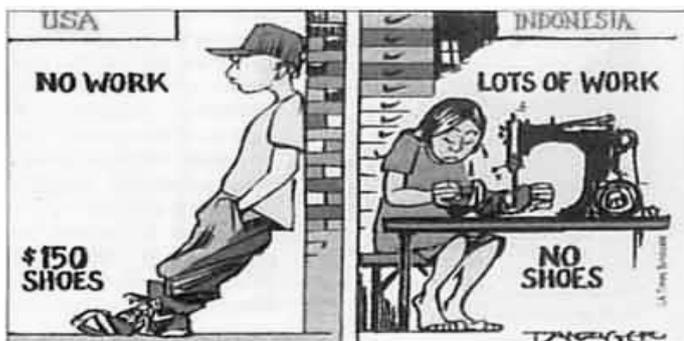
Au Maroc, la direction se targue de vouloir payer les salariés 1/10^{ème} du salaire français, soit environ 140€/mois !

Défendons nos intérêts de salariés

Cette politique de sous-traitance et de délocalisation ne vise qu'un seul objectif : l'augmentation des profits pour une poignée de personnes au détriment de nos emplois et de nos conditions de travail à TOUS (français, espagnols, slovaques, marocains, etc...). C'est donc, bien, tous ensemble, que nous réussirons à obtenir un changement de politique financière et industrielle.

La semaine dernière à EVN, 18 salariés d'une même équipe, se sont réunis pour discuter de l'externalisation prochaine du service. Ils ont compris que le chacun pour soi ne fonctionnerait pas, et appellent l'ensemble des salariés de l'usine à réagir.

La CGT vous fera prochainement une proposition d'action en vue de sa rencontre avec Carlos TAVARES, le 08 juillet 2015.



Le monde selon "Nike" (in LA Times)

Grand Monopoly

La direction s'apprête à vendre 64 salariés de la Direction Informatique du Groupe à l'entreprise « Proservia », filiale du Groupe Manpower.

Le Groupe ATOS, leader international dans les services numériques, s'est lui aussi séparé, au début de l'année, de son activité de support local au poste pour la somme d'1€ à « Proservia ». Soit la cession de pas moins de **800 salariés** à « Proservia », moyennant un maintien dans l'emploi de seulement 3 ans ! **Et c'est à cette boîte que PSA compte vendre ses salariés !**

Le Comité d'Entreprise de Sochaux a émis un avis unaniment défavorable à cette braderie, la direction doit renoncer à ce projet !

Plans de départs des ouvriers

Au cours du C.E du mardi 16 juin, la direction a annoncé deux nouvelles mesures visant à équilibrer les effectifs d'OPUEP:

- **Congé-sénior** : La direction donne jusqu'au mercredi 1^{er} juillet aux salariés éligibles au congé-sénior pour s'inscrire.

Vous trouverez toutes les informations relatives au congé-sénior sur notre site internet :

<http://psasochaux.reference-syndicale.fr>. Numéro de la cellule EMDP : 0 800 (33 57 81)

- **Mesures externes** : La direction a indiqué que le personnel ouvrier (OPUEP) ne pourra plus partir **dans aucune mesure du plan de départ volontaire (DAEC)**.

Commentaire CGT : Nombreux sont les ouvriers qui, excédés par la politique managériale de PSA et les très mauvaises conditions de travail, ont décidé de quitter l'entreprise, parfois, sans avoir réellement trouvé un autre emploi.

La CGT a donc demandé une nouvelle fois à la direction d'améliorer sérieusement les conditions

de travail et trouve inadmissible d'empêcher les salariés qui le souhaitent de partir.

PSA à nouveau condamné

Après avoir été condamné récemment, pour avoir licencié un salarié malade sans avoir pris soin de rechercher un poste adapté, PSA vient d'être condamné à verser 40 000€ de dommages et intérêts à un salarié victime de harcèlement de la part de plusieurs représentants de la direction.

Plusieurs salariés du secteur de la victime avaient d'ailleurs effectué un arrêt de travail pour demander à la direction de cesser ces agissements vis-à-vis de l'un de leur collègue.

Il serait temps que la direction se rende compte qu'elle n'est pas au-dessus des lois et qu'elle doit cesser ses pratiques d'intimidations et d'harcèlements qu'elle met encore trop souvent à l'œuvre.

Travail à la carte

Lors du C.E du vendredi 19 juin, la direction a annoncé sa volonté de faire travailler les salariés du système 2, le samedi 27 juin 2015. Pour rappel : dans le même temps, ces salariés ne travailleront pas le mercredi 1^{er} juillet. Cette journée d'H-placé un mercredi, a fait l'objet d'explications houleuses de la part de la direction.

Ce travail à la carte ne permettra pas aux salariés d'avancer dans la zone de modulation collective et n'arrange pas les salariés.

Le vendredi 19, après-midi, des dizaines d'entre eux ont cessé le travail et se sont réunis pour en discuter. Ils demandent à la direction de revoir sa copie en troquant le samedi 27 juin contre le mercredi 1^{er} juillet 2015. Les salariés ont convenu de se revoir prochainement si la direction ne répondait pas à leur revendication.

Grèves à répétition

Depuis le début de l'année 2015, de nombreux mouvements sociaux ont éclaté dans notre bassin d'emplois. Il y a d'abord eu les salariés de Castmétal qui se sont battus pour les libertés syndicales avec un score de plus de 25% pour la CGT, tous collèges confondus, aux dernières élections professionnelles, présente pour la première fois sur les listes.

Vient ensuite les salariés de GEFCO qui se sont mis en grève la semaine dernière pour le maintien de leurs emplois (64 emplois supprimés). **Le**

projet de reprise de l'activité d'EVN par GEFCO a d'ailleurs beaucoup de mal à passer auprès de ces salariés, on les comprend.

Cette semaine, les salariés de l'entreprise sous-traitante SNOP à Etupes se sont également mis en grève pour réclamer des augmentations de salaires (90 € minimum).

De plus en plus de salariés ont décidé de se battre collectivement pour défendre leurs intérêts face à un système qui ne pense qu'à supprimer des emplois, baisser les salaires, et porter atteinte aux droits sociaux durement gagnés. A méditer !